



Toulouse,
le 6 Janvier 2014,

Bonjour, bonne et heureuse année à chacun-e, qui débute avec le retour du **Festival International du**



FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM DES DROITS DE L'HOMME DE TOULOUSE ET RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

7e ÉDITION / DU 19 AU 28 JANVIER 2014 / ALBI, AUZIELLE, CASTANET TOLOSAN, CASTRES, CAHORS, COLOMIERS, LABASTIDE-ROUAIROUX, LAVELANET, L'ISLE JOURDAIN, L'UNION, RAMONVILLE, SAINT GAUDENS, TARBES, TOULOUSE, TOURNEFEUILLE

Plus d'infos : 05 34 25 67 40 - ffdhtoulouse@gmail.com - www.festival-droitsdelhomme.org



Film des Droits de l'Homme qui propose 20 projections-débats dans la région, notamment à St Gaudens et sur l'agglomération toulousaine, dont **Lundi 20 Janvier à 20h30, au cinéma de L'Union** : « Ceuta, douce prison » sur l'enfermement des migrants, et **Mardi 21 Janvier à 20h30, à l'ABC de Toulouse** : « Bigs boys gone bananas » sur la responsabilité des entreprises et la liberté d'expression. La programmation complète du Festival est en page suivante. Le **Théâtre-Forum du CCFD** présentera 2 animations sur le thème « Les migrants sont nos frères », **Samedi 18 Janvier à 21h**, à la salle des 4 Vents à St Jean de L'Union et le **Samedi 25 Janvier à 15h30**, à la MJC des Sauvages à Castres. Vous trouverez à la fin de cette lettre, un reportage qui nous montre que ce pourrait être Noël chaque jour et, en page 3-



4, un hommage au peuple sud-africain et la part prise par le CCFD-Terre Solidaire pour le respect de ses droits.

Merci à tous ceux qui, au long de l'année, apportent leur soutien à nos partenaires, du bric à brac solidaire de Luchon à la vente de gâteaux d'Auvergne, en passant par les collectes sur les marchés de Tournefeuille et de St Aubin, avec toutes les actions organisées pendant le temps de Carême (tout le matériel est disponible ou à commander à la Permanence). Si vous souhaitez partager votre expérience, vous perfectionner ou

débuter, vous trouverez en page 4, le programme de la formation qui vous est proposée le 2 Février .

Une campagne contre les investissements irresponsables est lancée :

Pour lutter contre la faim et la pauvreté, pour répondre aux besoins en créant des activités économiques et des emplois, les investissements sont indispensables. Mais pour cela, ils doivent respecter les droits humains et l'environnement. Tous les investisseurs ne le font pas : ils se mettent **hors jeu**.

Sortons le carton jaune pour que les Etats fassent appliquer les règles et, pour cela, **adressons notre carte de vœux au Président** :

<http://ccfd-terresolidaire.org/mob/agir/campagnes/investissements-hors/carton-jaune-2014-stop-4532> . Vous trouverez en page 5, un exemple d'économie au service de l'homme.

Pour toute précision, consultez notre site <http://ccfd31.fr/>





CEUTA, DOUCE PRISON : 20 JANVIER à 20h 30, Cinéma le Lumière à l'Union Ciné-débat. Entrée libre

Film documentaire qui sort sur les écrans en janvier 2014.

Il offre selon ses auteurs un regard différent sur les migrants, celui de ceux qui sont bloqués dans l'enclave espagnole de Ceuta, à une impalpable frontière Nord-Sud, et fantasment sur une Europe qu'ils n'ont jamais vue. Un débat suivra la projection, il sera animé par le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) –Terre Solidaire, avec des intervenants de la Cimade (association de solidarité active avec les migrants, présente en particulier au centre de rétention administrative de Cornebarrieu).

BIG BOYS GONE BANANAS!* 21 JANVIER à 20h30, à l'ABC de Toulouse (5,5 E)



Jusqu'où peut aller une grande entreprise pour protéger son image de marque ? Ce film révèle avec précision comment une multinationale peut agir sans limite pour parvenir à ses fins. Comme l'entreprise de relations publiques engagée par Dole l'a formulé : « il est plus facile de s'en sortir avec mauvaise conscience qu'avec une mauvaise réputation ». Le débat sera animé par Antonio Manganella, chargé de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises au CCFD-Terre Solidaire, et Serge Regourd, professeur de Droit à l'Université Toulouse I- Capitole.

Le FIFDH est soutenu par plusieurs associations dont l'ACAT, Amnesty International, le CCFD- Terre Solidaire, la Cimade, Médecins du Monde, Oxfam, le Secours Catholique et la Ligue des droits de l'homme.

	Ville	Date	Film
Utopia Tournefeuille à 10h	Tournefeuille	19/01	Bananas !* (Nicaragua)
Cinéma Lumière à 20h30	L'Union	20/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
ABC à 20h30	Toulouse	20/01	High tech, low life (Chine)
ABC à 20h30	Toulouse	21/01	Big Boys Gone Bananas !*(Suède)
Cinéma Olympia à 21h	L'Isle Jourdain	21/01	High tech, low life (Chine)
IUT de Castres à 18h	Castres	21/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
Le Lido à 21h	Castres	21/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
ABC à 20h30	Toulouse	22/01	Peace vs justice (Ouganda)
Cinéma l'Autan à 21h	Ramonville	22/01	Un été avec Anton (Russie)
ABC à 20h30	Toulouse	23/01	Back to the square (Egypte)
Cinéma le Régent à 20h30	Saint Gaudens	23/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
ABC à 20h30	Toulouse	24/01	No burkas behind bars (Afghanistan)
Cinéma Le Central à 20h30	Colomiers	24/01	One day after peace (Israël et Afrique du Sud)
Bourse du travail à 19h	Tarbes	24/01	Dans l'ombre d'un Homme (Egypte)
Cinéma Le Casino à 21h	Lavelanet	24/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
MJC Ciné 113 à 20h30	Castanet	25/01	No burkas behind bars (Afghanistan)
Cinéma Unique à 20h 30	Labastide-Rouairoux	25/01	Dans l'ombre d'un Homme (Egypte)
Cinéma le Quercy à 18h	Cahors	26/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
Cinéma Studio 7 à 20h30	Auzielle	27/01	Ceuta, douce prison (Maroc)
Salle du Sénéchal à 20h30	Toulouse	28/01	Récits de Fukushima

Afrique du Sud : Retour arrière

Lorsque, en 1948, le Parti national arrive au pouvoir en Afrique du Sud, la politique de ségrégation à l'encontre des populations noires est déjà bien installée. Depuis la fin du XIXe siècle et, surtout, depuis 1913 et la Loi sur le droit à la terre des populations indigènes qui ne leur permet que de posséder 7 % des terres, le pays est aux mains des colons européens.

Une situation qui ne préoccupe pas trop les Églises locales qui reproduisent elles aussi dans leur fonctionnement, au cours de cette première moitié de XXe siècle, le mode de pensée dominant environnant et se montrent peu enclines à s'investir dans l'engagement social ou le champ politique. Mgr Hurley, l'archevêque de Durban, fait figure de précurseur. Droit à l'éducation, mouvements syndicaux ouvriers, politique de la migration du travail, discriminations raciales, voire objection de conscience ou désobéissance civile, Mamba eyes, « Yeux de serpent », comme le surnommeront les Africains en raison de sa perspicacité, est dès les années 1960, de tous les combats. Le net durcissement du régime à l'égard des populations noires et la militarisation progressive du pays, mais aussi les travaux du Concile Vatican II, auxquels il participe, l'aideront à convaincre peu à peu ses pairs sud-africains que l'Église ne peut se satisfaire de sa seule mission spirituelle et qu'elle se doit de participer au changement « temporel » souhaité par l'immense majorité de la population noire. Les émeutes, le massacre – on parle de quelque cent cinquante morts –, de Soweto en juin 1976, et le décès en prison de l'un des organisateurs de ces manifestations, Steve Biko, marquent un tournant dans l'engagement des Églises sud-africaines. Aux côtés de Mgr Hurley, qui demande à toutes les Églises de s'unir pour prévenir une nouvelle explosion de violence, on trouve désormais des catholiques, mais aussi des méthodistes, des luthériens, des presbytériens ou des anglicans, dont le doyen du diocèse de Johannesburg, qui deviendra, en 1978, le premier secrétaire général noir du Conseil œcuménique d'Afrique du Sud, l'archevêque anglican Desmond Tutu. Un œcuménisme militant qui se retrouve dans Diakonia, une ONG créée en 1976 à l'initiative de Mgr Hurley, pour « activer l'intérêt des Églises membres pour le champ social, et se focaliser sur les projets de santé, de développement et de libération ».

Ces émeutes débordent largement du seul cadre sud-africain. Le monde entier prend brutalement conscience de la réalité de l'apartheid. Au siège des Nations unies, à New York, de plus en plus de voix s'élèvent pour condamner le régime de Pretoria et demander des sanctions économiques. En France, des groupes de chrétiens se mobilisent. Des protestants, comme le Défap, le service de mission des Églises protestantes de France, des catholiques, membres de la Commission Justice et Paix ou du CCFD, des organisations œcuméniques, telle la Cimade... Des contacts se nouent alors avec les représentants des différents cultes sud-africains, au rang desquels des figures charismatiques comme Mgr Hurley, Mgr Desmond Tutu, Beyers Naudé, pasteur afrikaner renié par les siens, ou encore Allan Boesak, pasteur noir africain. À chacune de leur visite en Europe, ils n'auront de cesse de solliciter l'aide et le soutien de leurs coreligionnaires dans leur lutte contre une politique « intrinsèquement diabolique » comme la qualifie Mgr Hurley. À la Cimade, on lance, en 1975, une campagne appelant au boycott des oranges sud-africaines. Des évêques soutiennent leurs homologues sud-africains. De son côté, le CCFD, fidèle à sa « profession de foi » développementale, s'engage, dès 1976, dans des partenariats avec des associations locales. « En tant qu'organisation religieuse, nous soutenons évidemment les efforts des hiérarchies avec lesquelles on s'identifiait. C'est ainsi que nous avons soutenu la Commission Justice et Paix initiée par la Conférence épiscopale d'Afrique du Sud, alors très engagée, et aussi Diakonia. Nous avons également relayé une initiative très intéressante : le Kairos Document. C'était un cri, un appel lancé en 1987 par l'ensemble des hiérarchies religieuses d'Afrique du Sud pour que cesse enfin l'apartheid », explique Dominique Lesaffre, qui travaillera pour le CCFD sur cette région du monde entre 1983 et 1990. Un cri qui retentira hors des frontières de l'Afrique du Sud. Au sein de la Cidse [Ndlr : Réseau international d'organisations catholiques de développement], notamment, où le CCFD est un membre très actif du groupe Afrique australe. « Au début, certains étaient un peu réticents, les Allemands de Misereor, notamment, parce qu'il y avait des capitaux allemands en Namibie et en Afrique du Sud », se souvient Jacques Briard, alors en charge du dossier africain pour l'ONG belge Entraide et fraternité. « Mais le rôle d'organisations comme le CCFD et Entraide a été de faire pression sur les autres membres pour qu'ils suivent ce que le Conseil œcuménique d'Afrique du Sud demandait à toutes les Églises. » L'ancien chargé de mission rappelle que l'appui du CCFD était aussi résolument politique. « Nous avons appuyé le bureau de l'ANC [Ndlr : African National Congress, banni en 1960] à Paris. Évidemment, nous devons être très discrets en la matière. Nous avons aussi soutenu des projets économiques dans des camps de réfugiés situés dans les Front Line States (les pays de la ligne de front), qui entouraient l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Tanzanie, » Cet engagement, qui couvre aussi les domaines de l'éducation ou du syndicalisme, ne sera pas du goût de tout le monde. À l'intérieur, comme à l'extérieur de l'Église. Certains, dans la hiérarchie catholique, voient d'un mauvais œil cette intervention dans les affaires séculières pendant que des laïcs s'étranglent en voyant l'Église frayer avec la « menace communiste ». « Les attaques du Figaro [Ndlr : dans les années 1980] ont considérablement réduit les ressources et, du coup, on a dû couper dans les budgets », se rappelle Dominique Lesaffre. « Mais les partenaires d'Afrique de l'Ouest ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils nous disaient : "Il ne faut pas couper les vivres à l'Afrique du Sud. Diminuez plutôt nos aides". L'apartheid était vécu par les Africains comme une véritable atteinte à leur dignité et nos partenaires nous ont tout de suite soutenus. On se sentait porté par tout un mouvement. »



Attaqué de l'intérieur comme de l'extérieur, le régime de l'apartheid finira par se fissurer, au début des années 1990. Pour finalement s'écrouler, puis disparaître, le 27 avril 1994. Lorsque le pays connaîtra ses premières élections

multiraciales, marquées par la victoire de l'ANC et l'élection de Nelson Mandela, premier président noir d'une Afrique du Sud désormais rebaptisée Nation Arc-en-ciel.

« Quand l'arc sera dans la nuée, je me souviendrai de l'alliance entre Dieu et tous les êtres vivants » Genèse 9.16

Témoignage d'un Toulousain : Personnellement, j'ai pris conscience de cette situation au début des années 80, en rencontrant Mgr Denis Hurley. Il nous a rappelé, en tant que Français, que si l'Afrique du Sud a été colonisée par les Afrikaners, elle le doit à l'intolérance de Louis XIV qui a chassé de France les protestants lesquels se sont réfugiés aux Pays-Bas, puis en Afrique du Sud. Ils ont cru y trouver la Terre Promise et être le peuple élu, comme le leur affirmait une Eglise hollandaise avec une lecture fondamentaliste de la Bible. Comme la théologie de la libération en Amérique latine, un mouvement de la conscience noire s'est levé et a été rejoint par des métis et des blancs. Progressivement, la quasi-totalité des Eglises protestantes, anglicane et catholique se sont engagées dans la lutte contre l'apartheid, en Afrique du Sud et sur le plan international. Le travail exemplaire de la Commission Vérité et Réconciliation a ouvert l'avenir et le CCFD reste aux cotés de ses partenaires sud-africains. Certains se souviennent de la venue dans notre région de ce Jociste de Durban qui lutte pour les droits des travailleurs et des migrants. D'autres ont en tête, comme « petite réussite », l'association de micro-crédit Tembeka, partenaire de la SIDI (cf <http://ccfd-terresolidaire.org/projets/afrique/afrique-du-sud/>).

Formation Communication – Collecte : Samedi 2 Février, 28 rue de l'Aude à Toulouse

9H30 – 10H Accueil café

10H – 10H15 Pourquoi cette journée, présentation du programme

10H15 – 10H35 Brainstorming autour de notre vision du CCFD-Terre Solidaire

10H35 – 11H45 Comment dire, écrire et valoriser le CCFD-Terre Solidaire et Comment le traduire par un geste de partage

11H45 – 12H45 Comment construire un plan de communication et un projet de collecte

12H45 – 14H Repas partagé (1 plat pour 4 apporté par chacun)

14H – 15H30 Atelier 1 : Blog : quels sont les objectifs, le public visé, conseils rédactionnels, ce qui est fait aujourd'hui puis comment mettre un article sur le blog OU

Atelier 2 : Affiches et tracts : quels sont les objectifs, le public visé, conseils rédactionnels, ce qui est fait aujourd'hui puis élaboration d'une affiche et d'un tract

15H30 – 16H Pause

16H – 17H15 Atelier 3 : Facebook : quels sont les objectifs, le public visé, conseils rédactionnels, ce qui est fait aujourd'hui puis comment poster un article OU

Atelier 4 : Newsletters : quels sont les objectifs, le public visé, conseils rédactionnels, ce qui est fait aujourd'hui puis comment réaliser sa newsletter
14H – 17H15 Atelier 5 : La collecte de rue et les autres formes de collecte

17H15 – 17H45 Evaluation de la journée : quelles attentes, quelles suites en département, en région, quels besoins.

SI VOUS ETES INTERESSE-E , INSCRIVEZ-VOUS DES MAINTENANT AUPRES DE LA PERMANENCE :

CCFD – Terre Solidaire, 28 rue de l'Aude 31400 Toulouse – ccf31@ccfd-terresolidaire.org
tél. 05 62 47 21 39 – du Lundi au Mercredi (de 14h30 à 17h30), sauf vacances scolaires

« Une place privilégiée revient au « sacrement » de la rencontre du frère, notamment du pauvre, si l'on a soin de relire l'enseignement de Jésus quand il évoque le jugement dernier en St Matthieu. Il s'identifie en effet, avec ceux qui sont dans le besoin, pour leur nourriture, leur vêtement, leur logement, leur santé ou leur liberté, et dit recevoir en sa personne ce qui est offert à ceux dont on prend soin. Le petit ou le pauvre sont le « signe » de la présence de Jésus au milieu de nous... » Mgr Robert Le Gall (Décembre 2013)

Une réussite au Togo

Le Togo est un pays d'Afrique tropicale, entre Bénin et Ghana (1/10^{ème} de la surface de la France) ; l'agriculture y emploie 80 % de la main d'œuvre tandis que seuls 2 à 3 % du budget de l'Etat y est consacré et ces fonds sont essentiellement tournés, avec l'aide des crédits de l'Union Européenne, vers les cultures d'exportation, café ou coton.

Dès 2002, de jeunes paysans togolais décident de faire entendre leurs voix pour défendre l'agriculture paysanne, ils seront soutenus par le CCFD-Terre Solidaire qui va leur donner les moyens de se former et de faire vivre leur association, le Mouvement pour une alliance paysanne du Togo (MAPTO).



Un coordinateur est recruté par les paysans, le comité de pilotage qui permet la concertation dispose d'un budget de fonctionnement puis viendront des centres de formation. Le mouvement se développe rapidement : parti de 5000 membres en 2005, il en compte 20 000 à ce jour, regroupés en 70 coopératives ; les rendements céréaliers partis de **1,2 tonnes/ha** ont fortement progressé pour atteindre **2,2 tonnes** chez les coopérateurs avec des techniques d'agriculture durable; outre la filière maïs, le riz et le maraîchage se développent

entraînant une meilleure sécurité alimentaire et un accroissement des revenus qui facilite la scolarisation des enfants. Contre la triche des mesures sur les marchés, le MAPTO met au point un bol permettant une mesure fiable de 2,5 kg qui fait maintenant autorité.

Le mouvement a également œuvré auprès du gouvernement, son plaidoyer a permis qu'après la crise alimentaire de 2008 et les émeutes de la faim qui l'ont accompagnée, le gouvernement accepte le principe d'une augmentation du prix d'achat du maïs aux agriculteurs locaux afin qu'ils puissent poursuivre leur production face aux importations subventionnées des pays du Nord. C'est un facteur essentiel de la souveraineté alimentaire. Le mouvement est reconnu par les pouvoirs publics qui ont réorienté une partie du budget vers l'agriculture familiale ; les agriculteurs retrouvent leur dignité de paysans : « *Avant, je ne voulais même pas être appelé « paysan », avoue ainsi un membre fondateur du MAPTO, alors qu'aujourd'hui j'en suis fier.* » Un membre du mouvement est devenu président de la chambre d'agriculture du Togo, Le MAPTO est considéré comme la principale centrale paysanne du Togo.

Cet exemple emblématique des actions de partenariat engagées avec le CCFD-Terre Solidaire montre comment l'action collective quand elle a les moyens de se développer permet de progresser vers la souveraineté alimentaire en redonnant leur dignité aux paysans. Cette action est également soutenue par la SIDI (Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement) où il est possible de souscrire cf <http://www.apostolat-priere.org/chemins-spirituels-du-mois/trouver-dieu-en-tout--video/video-promouvoir-une-economie-sociale-et-solidaire.html>



Ils sont une petite centaine. Essentiellement des femmes, fluettes, maigres, accompagnées d'enfants à peine adolescents pour les plus âgés. Par petits groupes de trois enfants ou d'une femme accompagnée de deux enfants, ils mendient toute la journée dans Ghardaïa, à 600 kilomètres au sud d'Alger. En sortant de l'oued nous avons vu leurs quatre ou cinq feux. Les pauvres baluchons alignés le long du mur pendant la journée délimitaient chaque foyer autour desquels de vingt à trente personnes s'étaient regroupées. Quelques toutes petites filles revenaient de la gare, des bouteilles d'eau en équilibre sur la tête. Nous étions brusquement dans un village de la région de Zinder. Comme chaque soir, cette petite caravane, qui avait traversé nous ne savions comment le Sahara, rapportait au bivouac quelques pièces d'aumône et de quoi se restaurer. La plus belle natte a été dépliée pour les trois visiteurs que nous étions, rois mages aux mains vides. Les rares hommes nous ont accueillis, puis quelques femmes ont approché leurs nattes. En quelques minutes seulement, nous étions devenus le noyau d'un fruit de femmes et d'enfants. Le plus ancien de nous trois ayant vécu au Niger, connaissant leurs traditions et parlant haoussa, fit naître sourires, puis rires et applaudissements en cherchant parfois ses mots ou en les mimant. Notre situation de dépendance rétablissait une

forme de partage. C'est eux qui venaient à notre aide. De notre côté, nous avons du mal à croire que ces femmes aient pu changer leur plainte mendicante en une parole retrouvée. De leur côté, certaines nous ayant croisés au cours de la journée durent aussi s'étonner de ne plus voir sur nos visages une indifférence gênée mais un vrai regard. **À cet instant précis, nous étions les invités des personnes les plus pauvres de la terre. Au moment de partir, une heure plus tard, les mains se sont tendues, non plus horizontalement mais verticalement. La dignité se joue parfois à un quart de tour.** Nous avons serré des dizaines de mains vivantes. Puis nous sommes montés sur la colline, de



l'autre côté de l'oued, pour arriver aux ghettos. Autre visage de la migration : des hommes jeunes exclusivement, la plupart entre 16 et 30 ans, du Liberia, du Cameroun, de Côte d'Ivoire, du Togo, du Mali, du Congo, de Centrafrique... Certains suivent les routes séculaires d'une migration saisonnière, d'autres ont fui des massacres comme au Liberia et en Sierra Leone, ont trouvé un refuge provisoire dans des pays voisins avant d'être à nouveau chassés. D'autres encore cherchent à gagner l'Europe par le Maroc ou en reviennent expulsés. Leurs espoirs, leurs déceptions, la fatigue se lisent sur la quarantaine de visages. Avant le lever du jour, les hommes partent sur les chantiers, certains y vivent la semaine, remplaçant les bétonnières ; d'autres travaillent dans les palmeraies. Certains économisent pour poursuivre la route, d'autres renvoient l'argent au pays. Du peuple sahraoui exilé sur son sol depuis trente-huit ans, aux harragas, jeunes Algériens fuyant le mal-vivre, en passant par les migrations subsahariennes ou du Moyen-Orient, l'Algérie reste un pays de transit et aussi d'accueil forcé de ces différentes formes de migration. Six mille kilomètres de frontières désertiques ou minées, limitrophes de pays en guerre ou en grande difficulté. Et après la mortelle traversée du Sahara, l'ultime frontière, la Méditerranée, est devenue un véritable cul-de-sac, renforcé par l'externalisation des frontières européennes. **Veut-on faire du plus grand pays d'Afrique – ou de tout le Maghreb – un centre de rétention à ciel ouvert, un terminal de la migration ? Rappelons que l'Afrique est le continent où les flux migratoires internes sont les plus importants.** Nous étions là, dans une carcasse d'immeuble, à nous demander si nous aurions accepté de mourir « légalement » chez nous, de famine, de guerre ou de simple misère, ou si nous aurions tenté de survivre « irrégulièrement » au-delà de ces frontières tracées par ceux-là mêmes qui étaient entrés « légalement » pour coloniser et qui, aujourd'hui encore, à travers la mondialisation, « développent » et entretiennent l'insécurité en Afrique. **On estime qu'une ampoule sur trois éclaire en France grâce à l'électricité produite par les centrales nucléaires fonctionnant avec de l'uranium nigérien, exploité par Areva. À l'inverse, 90 % de la population nigérienne n'a pas accès à l'électricité !** Le Niger, dernier pays au classement de l'indice humain, est donc le premier fournisseur de la cinquième puissance économique mondiale. Depuis 1970, Areva aurait extrait près de 120 000 tonnes d'uranium, pour un coût estimé à 13 % de sa valeur totale d'exportation. Bien entendu, il n'y a aucune certitude que l'État nigérien redistribue ces « sous-recettes », qui ne représentent par an que 5 % du budget de l'État. L'actuel président, Mahamadou Issoufou, est un ingénieur des Mines, ex-cadre d'Areva et ex-directeur de la mine d'Arlit. **Je suis resté touché par la dignité et l'humanité de ces personnes rencontrées à Ghardaïa. Et pourtant, nous avons vu ce soir-là ceux qui font trembler l'Europe.** Ces hommes, ces femmes et ces enfants qui justifient que Frontex, Eurosur et autres agences européennes déploient drones et matériels de haute technologie, non pas pour sauver des vies mais pour protéger la citadelle. Et qui ont la barbarie d'envisager de réinstaller des lames coupantes au sommet de la triple clôture frontalière de Melilla, enclave espagnole au Maroc. Nous avons partagé des moments de convivialité, des échanges simples bien loin des grands discours. Une journée ordinaire de mendicité, de travail, d'espoir d'une vie meilleure. Une journée que l'on peut choisir d'ignorer ou de partager. En quittant nos hôtes, cette constatation : Pourquoi ne croise-t-on pas les gens censés trouver des solutions sous les tentes sahraouies, dans les ghettos ou sur les bateaux de réfugiés ? Pourquoi avoir intérêt à transformer un phénomène en problème ? Pourquoi choisir de gérer toujours plus les conséquences et refuser de s'attaquer aux causes ? À qui profite la situation ? Témoignage de Jean-François Debargue, responsable Caritas Algérie, partenaire du CCFD-Terre Solidaire au Sahara occidental.